



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Chemin de fer et service public

Dana un projet de rapport sur le Livre blanc de la Commission "*Une stratégie pour revitaliser les chemins de fer communautaires*", la Commission des transports du Parlement européen se prononce pour une **libéralisation progressive** (comme cela s'est fait pour les transports aériens et maritimes ou les télécommunications), afin que les aspects sociaux y afférant soient traités avant et non après la libéralisation ; pour la création de "freeways" de fret ferroviaire plutôt que pour une coopération entre les entreprises ferroviaires.

En ce qui concerne le **service public**, elle propose l'établissement d'un système en vertu duquel la fourniture des services d'intérêt général s'opérerait sur la base d'un **contrat** conclu entre l'Etat et l'entreprise ferroviaire, publique ou non ; seraient clairement indiqués à cette occasion, entre autres éléments, les services à fournir par l'entreprise, la rémunération que l'Etat payerait à celle-ci pour lesdits services et la durée du contrat.

Ce projet d'avis pose une série de questions qui nécessitent une forte évolution de la plupart des entreprises de chemins de fer. Mais il apparaît indispensable qu'avant qu'intervienne toute nouvelle mesure de libéralisation, soit mise en oeuvre, avec la participation de tous les acteurs concernés, une **évaluation des réformes récentes et en cours dans les quinze pays de l'Union**. Des évaluations permanentes et débattues publiquement sont nécessaires tant pour l'efficacité réelle des politiques européennes que pour leur caractère démocratique.

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

Institutions européennes

* La **Commission européenne** a publié ses "*Lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres en 1998*". Elle propose quatre objectifs clés : créer une nouvelle culture d'esprit d'entreprise ; créer une nouvelle culture de la capacité d'insertion professionnelle ; promouvoir et encourager la capacité d'adaptation ; renforcer les politiques d'égalité des chances. La Commission propose pour l'Union européenne, d'ici les cinq prochaines années, une augmentation du taux d'emploi de 60,4% à 65% et une réduction du taux de chômage de 11% actuellement à 7%.

* Lors de la célébration du 50e anniversaire du CIRIEC (Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative), Monika Wulf-Mathies, commissaire européen chargée de la politique régionale, a notamment déclaré que "*les tâches et le champ d'activité des services publics doivent rester en Europe un thème de réflexion permanent*". Elle a souligné que les services d'intérêt général de base ont un grand rôle à jouer pour développer les **infrastructures** de la société européenne et que l'ardeur actuelle pour démanteler les monopoles d'Etat et intensifier la concurrence ne doit pas compromettre la **qualité** des services aux citoyens ni déboucher sur des pertes massives d'**emplois**. Elle a ajouté que le moment était venu de clarifier le concept un peu flou et souvent mal compris de la mission des services publics.

Railways and Public Services

In the project of a report on the Commission's White Paper "*A Strategy to Revitalise the Railways of the Community*", the Transport Commission of the European Parliament has come out in favour of **progressive liberalisation** (as has been the case with air and maritime transport, as well as with telecommunications). Thus, the attendant social aspects can be treated prior to liberalisation and not afterwards. The project also favours the creation of "freeways" for freight rail, rather than cooperation between railway companies.

As for **public services**, the Commission proposes that a system is established whereby general interest services are provided on the basis of a **contract** between the State and the railway companies, these being public or not. Amongst other things, the contracts would clearly indicate the services offered, State funding and the duration of the contract.

This project for the Parliament's opinion raises a number of questions which the railway companies must examine closely. **But it is essential that recent reforms carried out within the fifteen countries of the Union are thoroughly evaluated** before any new liberalisation measures are implemented, with the participation of all those concerned. Such evaluation should be permanent and publicly debated for European policies to be truly effective and democratic.

Pierre Bauby and Jean-Claude Boual

European Institutions

* The **European Commission** has published its "*Guidelines for the Employment Policies of Member States in 1998*". Four primary objectives are put forward: to create a new enterprise culture; to create a new culture to integrate individuals into work; to promote and encourage the capacity to adapt; to reinforce policies promoting equal opportunities. The Commission proposes that, over the next five years, the Union seeks to raise the employment rate from 60.4% to 65%, and reduces the unemployment rate from its present level of 11% to 7%.

* At the 50th anniversary of the CIRIEC (The International Centre for Research and Information on the Public, Social and Cooperative Economics), Monika Wulf-Mathies, the European Commissioner for Regional Policy, notably declared that "*the functions and field of activities covered by public interest services should be an area of permanent analysis*". She stressed that general interest services play a large part in developing the **infrastructures** of European society, and that the present emphasis on dismantling State monopolies and strengthening competition should not compromise the **quality** of services provided to citizens, nor lead to substantial **job** losses. She also added that it was time to clarify the concept of the mission of public services, which was somewhat blurred and often badly understood.

* La Commission européenne a approuvé une proposition de directive sur la numérotation utilisée par les opérateurs de **télécommunications**, qui vise à garantir le libre choix des utilisateurs en introduisant la "portabilité" des numéros de téléphone, ainsi que la possibilité de présélectionner l'opérateur pour les appels internationaux et de longue distance d'ici le 1er janvier 2000.

* Dans le cadre de son plan d'action "*Apprendre dans la société de l'information*", la Commission européenne inaugurerait début 1998 une Fondation européenne du **multimédia éducatif**. L'un des principaux objectifs est de développer les partenariats publics-privés, afin d'encourager l'introduction du multimédia à l'école.

Renseignements : <http://netdays.eun.org/>

* Le **Conseil des ministres Transports** a adopté des conclusions reconnaissant que la création et le développement de **partenariats public-privé** (PPP) "*est important pour accélérer la réalisation de certains projets de réseaux transeuropéens de transport*", dans la mesure où ils attirent des financements complémentaires et qu'ils accroissent la viabilité financière de ces projets "*en cumulant les compétences du secteur public et du secteur privé*".

* Les représentants du secteur ferroviaire en Europe - l'UIC (Union internationale des chemins de fer), la CCFE (Confédération des chemins de fer européens), l'UITP (Union internationale des transports publics) et l'UNIFE (Union des industries ferroviaires européennes) - ont décidé d'unir leurs forces pour **promouvoir le rail**, sous la forme d'un programme commun de recherche et de développement. Ce plan marque la volonté de l'ensemble du transport ferroviaire européen (grandes lignes, lignes régionales, métro) de développer à moindre coût les services, produits et autres technologies dont il a besoin pour améliorer ses performances et sa compétitivité.

Initiatives

Séminaire européen Le logement : domaine d'intérêt général européen ? Jeudi 11 et vendredi 12 décembre 1997, Parlement européen, Bruxelles. Organisé par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général. *Renseignements et inscriptions* : CELSIG, 66 rue de Rome, F - 75008 Paris. Tel (33-1) 40 42 50 24. Fax (33-1) 40 42 13 78. E-mail: celsig@worldnet.fr

Le **logement** est une préoccupation essentielle pour des millions d'européens. Il est un facteur déterminant de **citoyenneté** et d'**intégration sociale**. Comment exercer ses devoirs de citoyens, comment obtenir un emploi, sans domicile ? L'eau, l'électricité, le téléphone ne se conçoivent pas sans logement. L'objet des deux journées d'étude est d'amorcer le débat au plan européen entre tous les acteurs concernés. Bien que non-communautaire, le domaine du logement est affecté par les politiques européennes, notamment la libre circulation des capitaux et des personnes.

Cinq questions essentielles feront l'objet des **séances de travail** du séminaire :

- 1/ Quelles politiques du logement ?
- 2/ Quels rôles pour les différentes institutions locales, régionales, nationales et européennes ?
- 3/ Comment garantir à tous, dans la pratique, l'accès au logement ?
- 4/ Quel rôle des différents opérateurs ?
- 5/ Quels rapports entre logement et intérêt général ? Logement et cohésion économique et sociale. Logement et développement urbain.

Afin de faire circuler rapidement les informations, adressez à "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**" de **brèves informations** en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

* The European Commission has approved of a directive proposal concerning the numbering used by **telecommunications** operators, which aims to guarantee free user choice by introducing "portable" numbers, as well as the possibility for prior selection of operators for users making international and long-distance calls, by the year 2000.

* As part of its action plan for "*Learning in the Information Society*", the European Commission will inaugurate a European Foundation for **multimedia education** in early 1998. One of the principle objectives will be to develop public-private partnerships, in order to encourage the introduction of multimedia into schools.

For information see : <http://netdays.eun.org/>

* The Council of Transport Ministers has adopted conclusions recognising that the creation and development of **public-private partnerships** (PPPs) "*is important in accelerating the realisation of certain trans-European, network projects for transport*", in as far as PPPs attract complementary financing and raise the financial viability of these projects "*by accumulating the competencies of the public and private sectors*".

* The representatives of Europe's railway sector - the UIC (International Union of Railways), the CCFE (Confederation of European Railways), the UTIP (International Union of Public Transport) and the UNIFE (Union of European Railway Industries) - have decided to unite their forces to **promote the railways**, through a common research and development programme. This programme highlights the willingness of Europe's railway transport sector (major and regional lines, metros) to develop services, products and other technologies, which they require to improve their performance and competitiveness, at lower costs.

Initiatives

European seminar: Is housing an Area of European General Interest ? Thursday 11th and Friday 12th December 1997, European Parliament, Brussels. Organised by the European Liaison Committee on Services of General Interest. Information and enrolments: CELSIG, 66 rue de Rome, F-75008 Paris. Tel: (33-1) 40 42 50 24. Fax (33-1) 01 40 42 13 78. E-mail: celsig@worldnet.fr

Housing is an essential pre-occupation for millions of Europeans. It is a determining factor for **citizenship** and **social integration**. How can people exercise their civic duties, or find work without a home? Access to water, electricity or a telephone are inconceivable without housing. The aim of the seminar is to start a debate at the European level between all the actors concerned? Though not within the sphere of Community policy, housing is clearly affected by other European policies, notably the free circulation of capital and persons.

Five essential questions will be the subjects of **working sessions** during the seminar:

- 1/What is housing policy to be?
- 2/What roles should the various local, regional, national and European institutions play?
- 3/How is the right to access to housing for all to be guaranteed in practice?
- 4/What are the roles of the different operators in the sector?
- 5/What is the relationship between housing and the general interest? Housing and economic and social cohesion. Housing and urban development.

To help circulate news rapidly, please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.

Document

Arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes du 23 octobre 1997

La Cour de Justice se prononce sur les systèmes de monopole national d'importation et d'exportation de gaz et d'électricité

En 1994, la Commission des Communautés européennes a demandé à la Cour de Justice de condamner les Pays-Bas, l'Italie, la France et l'Espagne, pour les systèmes respectifs de monopole national d'importation / exportation d'électricité (et de gaz, en ce qui concerne la France).

Les différents systèmes nationaux

Aux **Pays-Bas**, l'Electriciteitswet de 1989 dispose que les consommateurs finals ont le droit d'importer l'électricité pour leurs propres besoins, mais, à partir d'un voltage supérieur à 500 V, seule la société NV Samenwerkende Electriciteitsproduktiebedrijven est autorisée à importer l'électricité destinée à la distribution publique.

En **Italie**, la loi 1643 de 1962 a nationalisé le secteur de l'électricité : toutes les activités de production, importation, exportation, ainsi que de transport, transformation, distribution et vente d'électricité ont été confiées à l'ENEL, organisme national auquel ont été transférées les entreprises industrielles exerçant une activité dans le secteur de l'électricité. En outre, les importations et les exportations sont subordonnées à l'octroi d'une autorisation du Ministre des travaux publics.

En **France**, la loi 46-628 de 1946 a nationalisé toutes les activités de production, transport, distribution, importation et exportation d'électricité et de gaz en les confiant à des entreprises nationalisées gérées par des établissements publics (EDF et GDF). Les importations, exportations et le transport d'électricité sont cependant assurés, à titre exclusif, par EDF ; les importations et exportations de gaz au même titre par GDF.

En **Espagne**, la loi 49/84 de 1984, dispose que le système électrique national de haute tension, en tant que service public, est géré par une société de l'Etat, qui, en l'espèce, est Red Eléctrica de Espana.

Dans toutes ces quatre affaires, la Commission a considéré que les règles nationales étaient susceptibles de restreindre les échanges entre Etats membres, et donc contraires aux principes de la libre circulation des marchandises et à l'impératif d'aménager les monopoles nationaux à caractère commercial, exercés directement ou délégués, aux fins d'éliminer toute discrimination entre les ressortissants des Etats membres. Elle a soutenu qu'un monopole national d'importation empêcherait les producteurs des autres Etats membres de vendre l'électricité (et le gaz pour la France) sur les territoires néerlandais, italien, français et espagnol, à des clients autres que le titulaire du monopole. De même, un client potentiel qui se trouve dans un des ces Etats membres ne peut pas choisir librement la source de l'approvisionnement en électricité en provenance d'autres Etats membres. Par rapport aux droits exclusifs d'exportation, la Commission soutient que le titulaire des droits exclusifs a tendance à garder pour le marché national la production nationale, en assurant un avantage pour le marché intérieur, au détriment des demandes provenant d'autres Etats membres.

En ce qui concerne spécifiquement l'Espagne, la Cour constate que la Commission attaque l'existence du monopole légal sans pourtant le prouver. En effet, la loi n'institue aucun droit exclusif pour les échanges internationaux. Tout au contraire, sous certaines conditions, la société étatique assigne à chaque entreprise la part qui lui appartient dans les échanges internationaux. La Commission n'ayant pas démontré ses allégations, **le recours est rejeté**.

A l'égard des Pays-Bas, de l'Italie et de la France, la Cour considère que les droits exclusifs d'importation et d'exportation entravent la libre circulation et affectent directement respectivement les conditions de débouchés et les conditions d'approvisionnement des opérateurs des autres Etats membres.

Les Etats membres ont alors essayé de donner des justifications de leur législation respective en s'appuyant sur la règle du traité qui - sous réserve de ne pas affecter le développement des échanges communautaires - exonère du respect des règles du traité les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, lorsque ces règles empêcheraient l'accomplissement de leur mission particulière, dans des conditions économiquement acceptables.

Les Etats membres ont présenté une description détaillée de la structure et du fonctionnement de leur système national respectif dans le domaine de l'électricité (ou du gaz), en rappelant que ce dernier a pour but de permettre la réalisation de la mission qui a été confiée aux entreprises étatiques, et que le fait d'en remettre en cause l'organisation porte atteinte aux objectifs de la politique nationale de l'énergie et à la gestion des systèmes nationaux.

La Commission n'a pas tenu compte des particularités des systèmes nationaux et s'est limitée à des considérations d'ordre exclusivement juridique, sans donner le fondement de ses arguments. **La Cour ne s'est pas trouvée en mesure d'examiner s'il existe d'autres moyens que les Etats membres auraient pu adopter et s'ils n'ont pas dépassé les limites qu'ils doivent respecter lorsqu'ils chargent une entreprise d'une mission d'intérêt général à accomplir dans des conditions économiquement acceptables.**

Par ailleurs, la Commission n'a pas démontré que la réglementation sur les droits exclusifs d'importation et d'exportation a des répercussions négatives sur le développement des échanges communautaires.

La Cour rejette donc les recours de la Commission dans leur ensemble.

Communiqué de presse de la Cour N° 70/97

Document

Judgments of the Court of Justice of the European Communities October 23th 1997

The Court of Justice gives Judgment on National Monopolies on the Import and Export of Electricity and Gas

In 1994, the Commission of the European Communities sought a finding by the Court of Justice against the Netherlands, Italy, France and Spain regarding their national monopolies on the import and export of electricity (and, in the case of France, of gas).

The national systems.

In the **Netherlands**, the *Electriciteitswet* (Electricity Law) 1989 provides that end-consumers are entitled to import electricity for their own needs but, for voltages exceeding 500 V, only the company NV Samenwerkende Electriciteitsproductiebedrijven is authorized to import electricity for public distribution.

In **Italy**, Law No 1643 of 1962 nationalized the electricity industry : all activities of generation, import, export and transmission, transforming, distribution and sale of electricity were entrusted to ENEL, a national body to which were transferred the industrial undertakings operating in the electricity sector. In addition, imports and exports are subject to the grant of a licence by the Minister of Public Works.

In **France**, Law No 46-628 of 1946 nationalized all activities of generation, transmission, distribution, import and export of electricity and gas, which were entrusted to nationalized undertakings run by public companies (EDF and GDF). However, imports, exports and the transmission of electricity are carried out exclusively by EDF ; imports and exports of gas are similarly exclusively entrusted to GDF.

In **Spain**, Law No 49/84 of 1984 provides that the national high-tension electricity system, as a public service, is managed by a State company, Red Eléctrica de Espana.

In all four cases, the Commission took the view that the national rules were liable to restrict trade between Member States and were therefore contrary to the principles of free movement of goods and the requirement that national monopolies of a commercial character, run on a direct or delegated basis, should be operated in such a way as to eliminate all discrimination between nationals of Member States. It contended that a national import monopoly prevented producers in other Member States from selling electricity (and gas in the case of France) within the territory of the Netherlands, Italy, France and Spain, to customers other than the holders of the monopoly. Similarly, a potential customer in one of those Member States is unable freely to choose his source of supply for electricity from other Member States. As regards exclusive export rights, the Commission maintains that the holder of such rights tends to reserve national production for the national market, thereby placing the domestic market at an advantage, to the detriment of demand from other Member States.

Specifically with regard to Spain, the Court found that the Commission had alleged that there was a statutory monopoly but had not proved its existence. No exclusive right regarding international trade is conferred by law. On the contrary, in certain circumstances, the State company assigns to each undertaking its due share of international trade. Since the Commission did not prove its allegations, **the application was dismissed**.

In the case of the Netherlands, Italy and France, the Court considered that the exclusive import and export rights impeded the free movement of goods and had a direct impact on the conditions regarding both outlets and supplies to operators in other Member States.

The Member States, in response, explained the reasons for their restrictive legislation, relying on the Treaty rule which - provided that the development of Community trade is not affected - allows non-observance of the Treaty rules by undertakings entrusted with the management of services of general economic interest, where such rules would prevent them from duly accomplishing their particular tasks, under economically acceptable conditions.

The Member States gave a detailed description of the structure and operation of their respective national systems regarding electricity (or gas), highlighting the fact that their purpose was to allow performance of the tasks entrusted to the State undertakings concerned and that any action to change the way in which the national systems were organized would be detrimental to the objectives of national energy policy and management of the national systems.

The Commission did not take account of the special feature of the national systems but confined itself to purely legal considerations, without explaining the basis of its arguments. **The Court did not regard itself as being in a position to consider whether other means were available to the Member States or whether they had exceeded the limits which they should observe when entrusting to an undertaking tasks of general interest to be carried out under economically acceptable conditions.**

Furthermore, the Commission did not show that the rules on exclusive import and export rights adversely affected the development of Community trade.

The Court thus dismissed the Commission's applications in their entirety.